



Dispositions et effets potentiels de la partie commerciale de
l'Accord d'Association entre l'Union européenne et le Mercosur en
matière de développement durable

Rapport au Premier ministre



Plan de la présentation

Le mandat

Les travaux de la
Commission

Synthèse du
rapport

Recommandations

Le mandat

- Analyser l'ensemble des dispositions du projet d'accord pouvant avoir un impact sur le développement durable (dans ses dimensions économique, climatique, environnementale et sociale)
- Évaluer les effets du projet d'accord sur les émissions de gaz à effet de serre et la déforestation, la biodiversité, la diffusion des technologies propres et la transition écologique des modes de production
- Évaluer les conséquences du projet d'accord sur la capacité des États et de l'UE à réguler dans le domaine du développement durable et de la santé des consommateurs, et à appliquer ses standards environnementaux et sanitaires sur les produits consommés sur le marché européen
- Formuler des recommandations pour répondre aux risques identifiés et pour renforcer la contribution de la politique commerciale au développement durable
- Commission indépendante, rapport public destiné à alimenter le débat public

La Commission

Stefan Ambec (économie de l'environnement, climat, Président)

Jean-Luc Angot (vétérinaire, aspects sanitaires et phytosanitaires)

Philippe Chotteau (économie agricole, élevage)

Olivier Dabène (sciences politiques, géopolitique)

Hervé Guyomard (économie agricole, agriculture)

Sébastien Jean (économie internationale, industrie & services)

Yann Laurans (économie de l'environnement, biodiversité)

Yves Nouvel (droit international, aspects juridiques)

Hélène Ollivier (économie internationale et de l'environnement, biodiversité & climat)

Les travaux

Réunions avec les services du Gouvernement (SGAE, DG trésor) et la Commission européenne

Auditions d'experts et de parties prenantes au CEPII

Articles scientifiques, statistiques et rapports (dont SIA de LSE Consulting)

Assistants: Marine Coinon, Alipio Ferreira, Ana Kuhn-Velazquez



Plan du rapport

- 
1. Contexte et enjeux politiques et géopolitiques
 2. Aspects juridiques
 3. Industrie, services et évaluation économique
 4. Agriculture
 5. Enjeux sanitaires et phytosanitaires
 6. Biodiversité
 7. Enjeux climatiques

Synthèse

- Occasion manquée d'inclure des garanties solides environnementales, sanitaires et sociétales
- Accord principalement commercial de libéralisation partielle ou totale avec un impact sur l'agriculture, l'industrie et les services
- Progrès sur la reconnaissance des normes, des IGs et l'ouverture aux marchés publics
- Protections juridiques fragiles sur les aspects agricoles, biodiversité et climat
- Risque de déforestation important

Impact économique

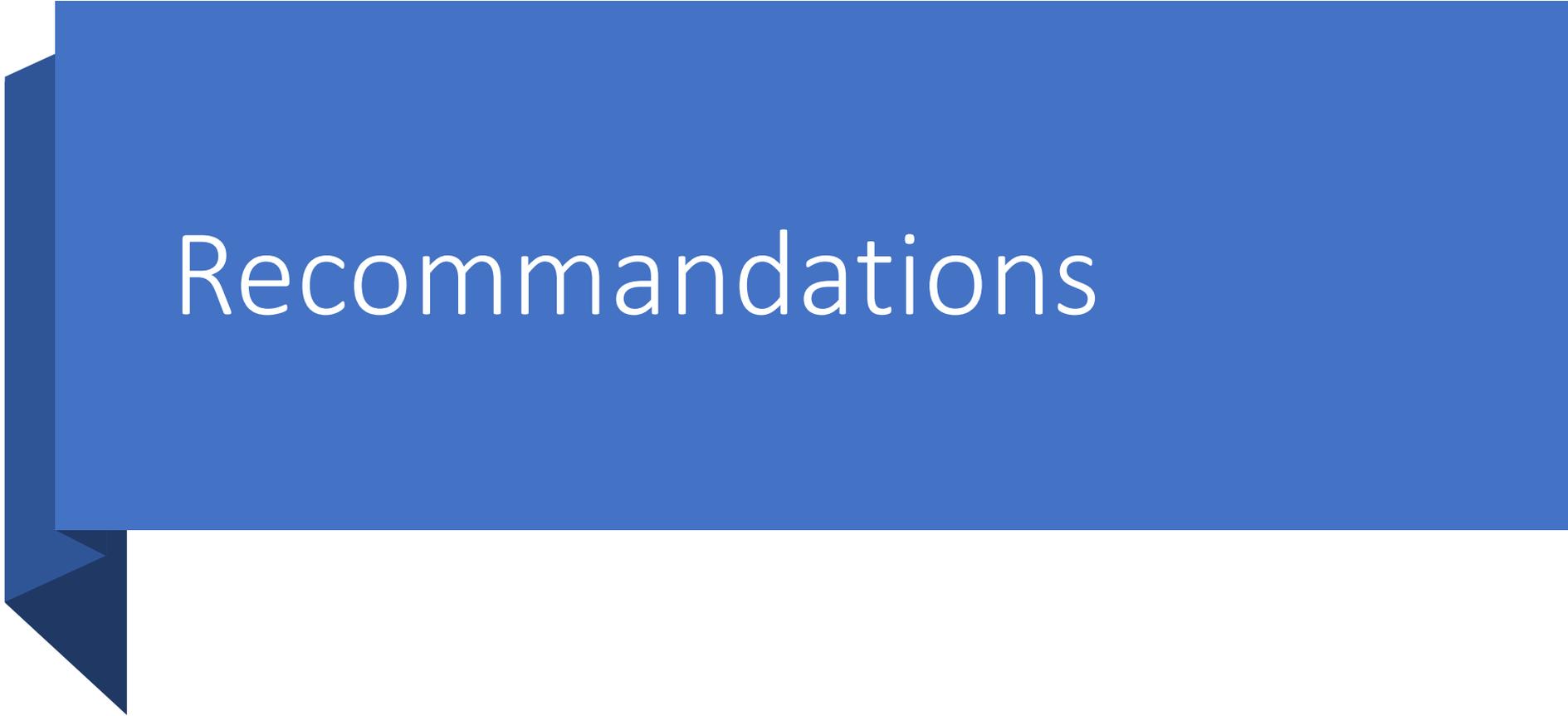
- Gains commerciaux potentiels (relatifs):
 - Industrie (notamment automobile)
 - Services
 - Marchés publics
 - Vins et spiritueux, fromage,...
- Augmentation des importations européennes:
 - Volaille
 - Viande bovine
 - Miel
 - Ethanol
- Incertitude sur d'autres secteurs agricoles (sucre notamment)
- Clause de sauvegarde agricole peu fonctionnelle

Enjeux sanitaires et phytosanitaires

- Risque sanitaire accru dû à l'intensification des échanges
- Normes à la production bien moindres dans la zone Mercosur
- Instances de dialogues (bien-être animal, sanitaire, biotechnologies, résistance antibiotiques) peu contraignantes
- dispositif d'audit et de suivi sanitaires de la CE à améliorer
- Reconnaissance du principe de précaution mais divergence entre les parties sur son interprétation et difficulté de son activation

Biodiversité & climat

- Hausse limitée des émissions de GES due à l'intensification des échanges selon le SIA (en excluant l'usage des sols / la déforestation)
- Bilan carbone des produits échangés comparable sauf viande bovine
- Gains limités dans le transfert des technologies
- Risque de déforestation dû à l'augmentation de la production de viande bovine
- Estimation d'une accélération de la déforestation de 5 % sur six ans si cette augmentation mobilise des pâturages supplémentaires (sans compter l'impact des autres cultures libéralisées) avec des émissions de GES conséquentes (x15 les estimations du SIA)
- Référence à l'Accord de Paris mais pas de mécanisme de conditionnalité spécifique sur les engagements pris dans l'Accord Mercosur
- Mécanisme de dialogue sur le développement durable peu contraignant

A blue ribbon graphic with a 3D effect, featuring a darker blue shadow on the left side. The word "Recommendations" is written in white text across the center of the ribbon.

Recommendations

Evaluation

- Mieux prendre en compte le développement durable dans les évaluations d'impact
 - Modèle d'usage des terres
 - Emissions générées par le transport international
- Enrichir l'évaluation économique
 - Modélisation plus fine des secteurs (produits agricoles)
 - Prise en compte du Brexit
 - Impact par Etat membre
 - Suivi périodique de l'évaluation ex post

Mise en œuvre

- Suivi de l'évolution des marchés UE et nationaux pour mesurer les impacts réels au bon niveau (ex: aloyau et non pas « viande bovine ») et déterminer des seuils de « perturbation grave des marchés » pour le déclenchement automatique de la clause de sauvegarde bilatérale
- Définir un cahier des charges sur l'origine et les modes de production agricoles (conformes aux objectifs de développement durable)
- Améliorer la traçabilité et l'étiquetage
- Renforcer la coopération et les contrôles sur le plan sanitaire

Améliorations et propositions pour les accords de nouvelle génération

- Octroyer aux filières sensibles agricoles des protections similaires à d'autres traités commerciaux de l'UE (avec Japon, Corée du Sud...)
- Clarifier le principe de précaution
- Renforcer le statut juridique de l'Accord de Paris
- Introduire des conditionnalités environnementales
- Positionner le mandat de négociation commerciale de la Commission dans le cadre de la taxe carbone aux frontières du *Green Deal*

A blue ribbon graphic with a 3D effect, featuring a darker blue shadow on the left side. The ribbon is horizontal and contains the text "Quelques points saillants" in white.

Quelques points saillants

Analyse-coût-bénéfice à partir des estimations du SIA de LSE Consulting

	Emissions en tonnes éq. CO ₂ / milliard de \$ PIB – an	Variation du PIB en milliards de \$		Variation des émissions en tonnes éq CO ₂		Coût en milliards de \$ à 275\$ la tonne de CO ₂		Variation de revenu réel milliards de \$		Variation de revenu réel nette du coût climatique en milliards de \$	
		C	A	C	A	C	A	C	A	C	A
UE	177 000	15,1	20,9	2 672 700	3 699 300	0,7	1	8,7	12	8	11
Argentine	258 000	4,6	6,4	1 186 800	1 651 200	0,3	0,5	2	2,9	1,7	2,4
Brésil	167 000	5,5	9	918 500	1 503 000	0,3	0,4	2,1	2,9	1,8	2,5
Paraguay	9 000	0	0,1	0	900	0	0	-0,1	0	-0,1	0
Uruguay	9 600	0,2	0,4	1 920	3 840	0	0	0	0	0	0
Total	620 600	25,4	36,8	4 779 920	6 858 240	1,3	1,9	12,7	17,8	11,4	15,9

Analyse de la variation de bien-être net des coûts climatiques avec une valeur tutélaire du carbone de 250 euros des estimations des scénarios conservateur (C) et ambitieux (A) du SIA de LSE Consulting.

Evaluation de l'impact sur les importations de l'UE-27 de viande bovine en 2030

En 1000 t�c de viandes réfrigérées ou congelées	Importation UE-27 moy. 2014/2018	Scenario « subsidiarité » 2030	Scenario « additionnalité » 2030
Argentine	44	+25	+55
Brésil	63	+21	+47
Paraguay	4	+3	+5
Uruguay	50	+2	+2
MERCOSUR	160	+50	+98

Pour les seuls **aloyaux bovins** (pièces nobles), une part des importations du Mercosur sur le marché UE qui passerait alors de 12% en 2018 à 21 % ou 24% à l'horizon 2030; et 36%/39% sur les aloyaux de bovins de race à viande.

Risque de baisse des prix.

Risque de perte de confiance des consommateurs européens vis-à-vis d'une traçabilité insuffisante des conditions de production mercosurienne (exception de l'Uruguay) et face aux scandales sanitaires.

Gain en baisses de droits de douane pour les transnationales de la viande (JBS, Marfrig, Minerva...) estimés à 362 M à/an.

Evaluation de l'impact sur la déforestation

Estimations d'accroissement des importations					
(milliers de tonnes-équivalent-carcasses (téc))	Argentine	Brésil	Paraguay	Uruguay	Ensemble
[AS] Réfrigéré	13,9	6	0,9	0	
[BS] Congelé	11,2	14,9	1,8	1	28,9
[CS] Total hors cuit	25,1	20,9	2,7	1	49,7
[DS] cuit		3,3			3,3
[ES] total tout compris	25,1	24,2	2,7	1	53
Estimation des besoins en surfaces nécessaires correspondantes					
[1] productivité FUTURE équivalent-carcasse en kg par ha (pour ARG : hors pampa humide et Patagonie; PAY: dans le Chaco uniquement)	30	78	30		
[2] productivité FUTURE équivalent-carcasse d'aloiau en kg par ha (19,5 % de [1])	6	15	6		
[3] ha pour aloiaux supplémentaires ((CS) * 1 million de kilos, divisé par [2] et, pour ARG, * 40 % de superficies à risque de déforestation; pour PAY : * 18 % de superficies à risque)	1 716 239	1 374 096	461 538		
[4] ha pour viande cuite supplémentaire ((DS) * 1 million de kilos, divisé par [1])	-	42 308	-		
[5] Total équivalent en surfaces (ha), pour importations européennes et leur complément sur d'autres marchés ([3] + [4])	1 716 239	1 416 404	461 538		3 594 181
[6] Total équivalent en surfaces (ha), strictement associé aux morceaux importés en Europe (en ne considérant que 19,5 % (d'aloiaux) de responsabilité européenne; 19,5 % de [5])	334 667	276 199	90 000		700 865

Que représente ce risque par rapport à la déforestation courante?

- 700 000 ha, c'est un tiers de la déforestation d'une année moyenne dans la région (2,1 Mha)
- Mais c'est un impact « en une fois » : les producteurs *pourraient être incités* à défricher 700 000 ha pour produire les morceaux destinés au marché européen. Une fois défrichés, la production peut continuer sur ces surfaces, il n'est pas nécessaire d'en défricher d'autres
- Et l'accord est progressivement mis en œuvre en 6 ans
- Donc le risque revient à augmenter la déforestation, chaque année pendant 6 ans, de $(700\ 000 / 6) = 116\ 000$ ha. Soit 5 % de la déforestation annuelle moyenne pendant 6 ans.
- Mais c'est en ne considérant pas l'ensemble des bêtes élevées pour produire la viande exportée en Europe (80 % de la carcasse sont vendus sur d'autres marchés), ni les surfaces pour cultiver les graines pour les compléments alimentaires, ni les surfaces pour l'alimentation de la volaille, ni un éventuel effet d'appel d'air sur la filière. Et donc la déforestation pourrait être bien plus importante.
- En revanche, c'est seulement un *risque* : la production supplémentaire de viande bovine pourrait théoriquement être absorbée en intensifiant la production dans les pâturages actuels et donc sans déforestation. Mais les garanties aujourd'hui inscrites dans l'accord et la politique menée dans la région permettent d'en douter.

Correction en prenant en compte la déforestation

- 700 000 hectares prélevées en Amazonie pour 293 téqCO₂ (resp. 673 téqCO₂) par hectare, au total 205 millions téqCO₂ (resp. 471 millions téqCO₂)
- 700 000 hectares prélevées dans le Cerrado pour 174 téqCO₂, au total 121 millions téqCO₂
- 15 fois les émissions estimés par le SIA!
- Résultat de l'analyse coût-bénéfice négatif avec une valeur de la téqCO₂ de 250 €